

Objet

[INTERNET] LA LECHERE / Enquête publique pour le projet UGI' RING



De

À pref-icpe@savoie.gouv.fr <pref-icpe@savoie.gouv.fr>

Date 11/03/2024 08:03

Madame la commissaire enquêtrice

J'ai appris très récemment que l'usine de Ferropem avait vocation à être reprise par un projet de recyclage de matériaux pour la création de ferro-alliage pour la société Ugi'Ring, filiale d'Ugitech.

L'enquête publique a débuté début février mais j'ai été averti de cette ouverture que début mars. Le maire de la Léchère s'engage à communiquer par différents biais (affichage mairie mais surtout via les réseaux sociaux et magasins) et sur ce projet-là, qui est un projet d'envergure de par sa nature, il n'y a rien eu en termes de communication, à part l'affichage obligatoire en mairie. Au regard du nombre de pièces à lire, le temps est court pour avoir des réponses à la hauteur de ce que peuvent attendre les citoyens qui seront directement concernés par ce projet.

Beaucoup de questions se posent vis à vis de ce projet, et quand on lit l'avis de la MRAE, on se dit que nous ne sommes pas les seuls. Au regard d'une usine SEVESO à Haut Seuil, cela n'est pas acceptable. La MRAE relève un grand nombre d'insuffisances et les réponses faites par le porteur de projet ne sont pas satisfaisantes.

Je comprends que le projet se réalise sur un site déjà existant donc cela limite l'aménagement de nouveaux sites et donc l'imperméabilisation de nouveaux sols, que nous parlons de recyclage avec création d'emplois (une cinquantaine) et que cela redynamise la vallée. Cependant, même avec tous ces arguments, on ne peut autoriser un projet pour ces éléments au détriment d'impacts sur la santé humaine et l'environnement.

En effet, certains éléments posent question :

- Dans ce type de dossier, le porteur de projet, quel qu'il soit et nos stations de ski en savent quelque chose, se doit de réaliser une étude écologique 4 saisons en mettant en œuvre les protocoles standardisés et donc validés par les services de la DREAL. Or, dans l'étude environnementale, il est étonnant d'une journée de terrain en Mai pour l'ensemble des groupes faunistiques et de la flore et habitats naturels. Même si la bibliographie est prise en compte, il n'est pas normal pour une autorisation environnementale que l'étude écologique ne soit pas complète. Sur cette base d'étude d'une journée de prospection et d'une nouvelle sortie pour les chiroptères fournis dans le mémoire en réponse, l'étude ne peut conclure en l'absence d'impact sur des espèces protégées menacées et donc qu'un dossier de demande de dérogation pour destruction d'espèces protégées n'est pas nécessaire. La DREAL demande la complétude du dossier pour ce type d'autorisation. Juridiquement parlant, le dossier ne respecte pas la loi, peu importe au final les impacts réels sur les espèces. En quel honneur, UGI'Ring se dispense donc de faire cette étude complète ? La MRAE l'a d'ailleurs très bien mis en avant.
- Il n'y a rien sur l'impact des pollutions sur la faune ? Peu sur le milieu aquatique et donc l'Isère ? Sur la nappe phréatique dans laquelle on va prélever de l'eau ?
- Pourquoi l'étude environnementale ne comprend pas l'étude sur la prise en compte des émissions de gaz à effet de serre ? De la même manière que pour l'étude écologique, le porteur de projet se doit de la fournir. Elle est d'ailleurs demandée par la MRAE et le porteur de projet se contente d'affirmer que c'est lui qui estimera la pertinence de la produire. Au regard du changement climatique actuel, en quel honneur cette société s'en dispense-t-elle ? C'est une étude importante qui doit être fournie en enquête publique et non à posteriori. Le bureau d'étude qui a travaillé sur ce dossier et les allers-retours qu'il y a dû avoir avec les services de l'état aurait dû obliger la société à la fournir. Les économies en termes de bilan Carbone qui sont avancées ne sont pas du tout justifiées et tous les éléments ne semblent pas être pris en compte dans les calculs. Une partie des matériaux utilisés proviendront de Turquie, d'Europe et du Mexique, ce qui n'est pas très local. Les chiffres avancés ne seront peut-être plus d'une économie en CO2/an aussi importante en se développant sur l'ancien site de Ferropem qu'en restant sur le site d'UGITECH à Ugine.
- L'étude bruit n'a pas été réalisée correctement. Le porteur de projet aurait dû estimer le bruit en fonctionnement de l'usine. On ne peut nous répondre que c'est compliqué à mettre en œuvre, que ce

n'est que des estimations et qu'il y a des seuils à respecter donc la société mettra en œuvre les mesures nécessaires pour respecter ces seuils. Les citoyens ont le droit d'avoir un aperçu de ce que sera le bruit lorsque l'Usine fonctionnera et des mesures qui seront mises en place. On parle d'une Usine SEVESO à Haut Seuil, on doit savoir à quoi s'attendre. Il y a une école à 170 m, ce n'est pas recevable de faire ce type de réponses.

- Des questions se posent quant au risque d'inondations sur le site via les 2 torrents qui traversent l'Usine et le non traitement des eaux pour les bacs de décantation si cela arrive. De la même manière que pour l'étude de bruits, les réponses faites sont irrecevables. Nous avons eu une grosse inondation pas plus tard que l'année dernière à Notre Dame de Briançon, soit à moins de 2 km, qui a fait de gros dégâts sur la voie ferrée. Et depuis quand ce type d'usine est irréprochable en termes de pollutions, comme justifié dans le mémoire en réponse (engin et route nettoyés donc risque faible de pollution à l'Isère) ? Encore une fois, les citoyens ont besoin de savoir quelles mesures seront mises en œuvre en cas d'inondation du site parce que oui, des mesures sont à trouver pour faire face à ce type de problématique.
- Il y a quelques jours, je prends connaissance de pollution dites éternels provenant d'une usine SEVESO à Lyon, Arkema...qui amènent les citoyens à ne pas consommer fruits et légumes dans un rayon de 500 m autour de l'Usine...De quoi se poser des questions : *" C'est l'histoire d'une mère dont le lait maternel a été pollué. D'une jeune fille qui a bu de l'eau contaminée. D'un enfant qui a dû subir une ablation d'un testicule à l'âge d'un an. Le 25 mai, trente-sept riverains de la vallée de la chimie » à la porte de Lyon ainsi que dix associations et syndicats ont déposé un recours en référé pénal environnemental au tribunal judiciaire de Lyon contre le groupe chimique Arkema pour mettre un terme à la pollution aux polluants éternels (PFAS), des composants quasi indestructibles, dans le Rhône."* Ce type de polluant peut se retrouver dans des piles.....pourquoi pas dans cette future usine.....Comment être serein quand on entend tout ça ? Les manques à l'étude sont encore plus inadmissibles!!!
- Il y a eu deux morts en un an à Ugitech en 2022, erreur humaine semblerait-il ?....comment voulez-vous que les citoyens soient sereins avec une Usine SEVESO haut Seuil à 170 m d'une école.....Créer des emplois aujourd'hui pour que nos enfants se retrouvent avec des cancers graves plus tard.....même avec le terme recyclage dans le titre du projet, cela n'en vaut pas la peine me semble t'il !!!
- Et pourquoi les effets cumulés avec l'Usine de Carbone ToKai Cobex n'ont pas été réalisés ? Encore une fois, c'est une obligation de l'étude d'impact et ce n'est pas normal que nous ne puissions avoir accès aux résultats.

D'autres éléments pourraient encore être développés...

Au regard de tous ces manques, mis en avant par la MRAE, des réponses faites par le porteur de projet qui sont insuffisantes, des nombreuses questions que nous, citoyens, sommes en droit de nous poser et à laquelle à ce jour nous n'avons pas de réponses, des risques bien élevés de ce type d'Usine en termes d'impact sur la santé humaine et l'environnement, de peu de temps que la plupart des habitants ont eu pour se retourner et comprendre ce projet, **je vous demande de prolonger l'enquête publique.**

Je pense que nous aurions bien d'autres solutions pour créer des emplois, dynamiser notre vallée de la Tarentaise que d'opter pour cette création d'usine SEVESO à Haut Seuil.

Arrêtons de faire passer l'Economie devant la santé humaine et l'Environnement. Il est temps d'apprendre de nos erreurs et de faire différemment en étant respectueux. Le Développement durable dans notre vallée ce n'est pas tout misé sur l'Economie, bien au contraire et les justifications de ce projet ne portent que sur ce volet.

Avec tous les éléments développés ci-dessous, vous comprendrez aisément, Madame la commissaire enquêteuse, que **je suis contre ce projet.**

Bien cordialement,

██████████habitante de Pussy